

# Bataille géopolitique pour éclairer le Liban

La pénurie d'électricité au pays du Cèdre attise l'intérêt des pays de la région. D'un côté, l'Iran. De l'autre, l'Égypte, la Jordanie et la Syrie.



Panne générale de courant à Beyrouth le 3 avril 2021. © DYLAN COLLINS / AFP



*Par Armin Arefi*

Publié le 12/10/2021 à 12h00

**L**e Liban a été totalement plongé dans la pénombre samedi après que deux des plus importantes centrales électriques du pays sont tombées en panne, faute de carburant. Si le courant a partiellement été rétabli le lendemain, ce n'est que grâce à l'intervention exprès de l'armée libanaise, qui a injecté 6 000 kilolitres de gazole, répartis équitablement entre les deux sites de Deir Ammar et de Zahrani, dans le nord et le sud du pays. Un salut inespéré, alors que la précédente panne générale de courant, survenue au début du mois, avait duré plusieurs jours. Mais cette modeste contribution, si elle répond à l'urgence de la situation, ne suffira certainement pas à résoudre le problème structurel de pénurie de carburant dont souffre le Liban. D'autant que celui-ci est directement lié à la crise économique sans précédent qui frappe le pays du Cèdre.

Entré en défaut de paiement en mars 2020 face à l'explosion de sa dette, artificiellement maintenue à flot pendant des décennies grâce à un complexe système d'ingénierie financière semblable à une pyramide de Ponzi, le Liban a vu

depuis octobre 2019 sa monnaie nationale – la livre libanaise – chuter à plus de 90 % face au dollar. À court de devises étrangères, l'État peine aujourd'hui à importer le carburant indispensable au fonctionnement des secteurs vitaux du pays, en l'absence de production nationale. Les coupures de courant sont quotidiennes, atteignant désormais près de 23 heures par jour, et paralysant les industries, les services publics et les hôpitaux. Sans compter que les propriétaires de générateurs privés, qui avaient pour habitude de prendre le relais de l'État défaillant, rationnent à leur tour leurs clients (foyers, commerces), sur fond d'accusations de stockage de carburant à des fins spéculatives.

### **À LIRE AUSSI Liban, les raisons d'une implosion**

#### **Indispensable réforme**

« Nous assistons à une aggravation de la crise du fioul au Liban, mais celle-ci est indissociable d'une profonde réforme du secteur de l'électricité dans le pays », analyse Laury Haytayan, spécialiste de la géopolitique des hydrocarbures au Moyen-Orient. « Nous avons besoin de deux centrales en activité et d'investissement dans les énergies renouvelables. Cela demande la mise en place d'une stratégie gouvernementale avec un minimum de transparence. Or, les autorités libanaises ne souhaitent pas mettre en œuvre ces réformes afin de protéger leurs intérêts. »

Les millions de dollars de l'aide internationale sont conditionnés à la mise en place au préalable par l'État libanais de réformes structurelles de son économie et de son système financier. Une première étape a été franchie le 10 septembre dernier avec la formation d'un nouveau gouvernement sous l'égide du Premier ministre sunnite Najib Mikati, en vue d'une reprise des négociations avec le Fonds monétaire international. Mais face à l'effondrement en cours du pays, ce ne sont pas les chancelleries occidentales, mais des États de la région qui se sont portés au chevet de l'ex-« Suisse du Moyen-Orient », pour mieux briser leur isolement aussi bien diplomatique qu'économique.

### **À LIRE AUSSI Pourquoi le Liban a repris langue avec Israël**

#### **Main tendue de l'Iran**

Le premier pays à être venu en aide au Liban n'est autre que l'Iran, pourtant lui-même visé par les sanctions économiques américaines qui l'empêchent d'exporter son pétrole et asphyxient son économie. Le 19 août dernier, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a annoncé qu'un navire iranien transportant du carburant était en route pour le Liban afin d'« aider tous les Libanais ». Après avoir accosté dans le port syrien de Baniyas, la cargaison iranienne de quatre millions de litres de fioul a été acheminée vers le territoire libanais via un point de passage illégal situé dans la région frontalière du Hermel.

## **À LIRE AUSSI** « Le Drian nous a dit que le Liban ne compte pour personne, sauf pour la France »

Les quelque 80 camions-citernes réquisitionnés pour l'occasion ont finalement déchargé leur marchandise le 16 septembre dans la ville de Baalbeck, fief du Hezbollah à l'est du Liban. Trois autres navires iraniens devraient bientôt suivre. « Pour l'Iran, la voie empruntée n'apparaît pas comme la plus facile, non pas en raison du coût des sanctions américaines, mais en raison du risque militaire qu'elle implique », explique Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). « Elle oblige les navires iraniens à contourner Israël et donc à s'entendre avec la Russie, qui contrôle la côte syrienne ou la Turquie. Le plus facile dès lors pour Téhéran serait de passer par les oléoducs irakiens et syriens. »

### **Pied de nez aux États-Unis**

Mais pour la République islamique, l'opération revêt une importance symbolique, soulignant son influence intacte au Levant au nez et à la barbe des États-Unis. « L'Iran est déterminé à coopérer avec les gouvernements amis et à les aider », s'est félicité le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh. « Dans ce cas, il y a eu une demande d'hommes d'affaires libanais. Le processus d'achat et de vente s'est déroulé normalement et la cargaison a été envoyée. » Et le porte-parole de la diplomatie iranienne d'ajouter : « Si le gouvernement libanais veut nous acheter du carburant pour résoudre les problèmes de la population de ce pays, nous le fournirons. »

## **À LIRE AUSSI** Macron et le Liban : « La carotte, mais pas le bâton »

C'est oublier que la livraison de carburant iranien n'a pas obtenu l'aval des autorités libanaises. Pris en charge par la société Amana, affiliée au Hezbollah et visée par des sanctions américaines depuis février 2020, le carburant iranien a été principalement distribué dans les territoires aux mains du parti de Dieu : la ville de Tyr, le sud de Beyrouth et la vallée de la Bekaa. Un véritable pied de nez aux États-Unis, qui tentent de longue date d'isoler le Hezbollah sur la scène politique libanaise pour mieux affaiblir son parrain iranien.

### **Le Hezbollah marque des points**

« Le Hezbollah profite de la crise pour marquer des points sur le plan politique et renforcer son contrôle du pays ainsi que sa connexion avec l'Iran », souligne Laury Haytayan. « Ceci est d'autant plus paradoxal qu'il est à l'origine de la crise que connaît le Liban aujourd'hui. » Loin de l'image de sauveur du pays qu'il tente de véhiculer, le parti de Dieu reste un membre clé de l'État confessionnel libanais, dont la paralysie a précipité le désastre économique que connaît le Liban.

L'aide inattendue apportée par la République islamique d'Iran a en tout cas fait des émules. Peu après son annonce par le secrétaire général du Hezbollah le 19 août dernier, la présidence libanaise a surenchéri en révélant que les États-Unis avaient autorisé l'acheminement prochain au Liban de gaz et d'électricité en provenance d'Égypte et de Jordanie, deux pays alliés à Washington dans la région. Pour ce faire, les hydrocarbures devront emprunter un gazoduc traversant la Jordanie, mais aussi la Syrie, qui a été lourdement endommagé l'an dernier dans une explosion d'origine « terroriste ». D'après le ministre libanais de l'Énergie Raymond Ghajar, le Liban aurait « besoin aujourd'hui de 600 millions de mètres cubes de gaz pour fournir 450 mégawatts d'électricité ». « Il s'agit d'une combinaison d'autant plus compliquée que les installations sont obsolètes et que la Jordanie a elle-même désespérément besoin d'énergie », pointe le spécialiste Pierre Razoux de la FMES. « Les investissements que requiert ce projet ne correspondent pas à l'urgence de la situation au Liban et semblent davantage être de l'ordre du déclaratoire. »

La clé de cette initiative réside dans le fait qu'elle ouvre la voie à une réintégration progressive de Bachar el-Assad dans le jeu des nations arabes. Censé voir le jour dans plusieurs mois, le projet a bénéficié d'une autorisation exceptionnelle de Washington, permettant de contourner le « Caesar Act », les mesures punitives américaines qui visent le régime syrien et toute entreprise étrangère commerçant avec lui pour son rôle dans la répression des civils syriens depuis le début de la guerre en 2011. « La crise du fioul a provoqué une émulation positive avec le développement d'une compétition entre pays de la région pour venir en aide au Liban », souligne le chercheur Joseph Bahout, directeur de l'Institut Issam Farès de l'Université américaine de Beyrouth. « Mais ces initiatives ne représentent qu'un sparadrap pour le pays, précise-t-il aussitôt. Elles ne résolvent en rien la crise de l'électricité que connaît le Liban, encore moins la crise politique qui mine notre pays. »